



COLLÈGE  
DE FRANCE  
— 1530 —

CHAIRE SAVOIRS CONTRE PAUVRETÉ  
Pr Dominique KEROUEDAN

Leçon Inaugurale, jeudi 14 février 2013

# Géopolitique de la santé mondiale

Cours et séminaires les jeudis de 11 heures à 13 heures  
du 21 février au 11 avril 2013

Idrissa Diarra-Abidjan *Le mariage de la jeune fille*



COLLÈGE  
DE FRANCE  
— 1530 —

# Histoire du Fonds européen de développement (FED) en appui à la santé des populations des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)

Pr Dominique Kerouedan  
Chaire Savoirs contre pauvreté  
Géopolitique de la santé mondiale  
Cours du 14 mars 2013

# Plan du cours

- 1. Rappel historique de la construction et des institutions de l'Union européenne
- 2. La politique de développement de l'Union européenne
- 3. Historique du Fonds européen de développement en faveur de la santé-
- 4. Evolutions des modalités de coopération sanitaire de la Commission européenne sur 20 ans 1994-2013
- 5. Exemples d'appuis FED aux pays
- 6. Deux audits de la Cour européenne des Comptes

Vers la création d'un corps de volontaires humanitaires pour l'UE

# **1. RAPPEL HISTORIQUE DE LA CONSTRUCTION ET DES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE**

# L'UE, Prix Nobel de la Paix 2012

- « *L'Union européenne vient de recevoir le prix Nobel de la paix 2012. Cette distinction récompense son action menée depuis plus de soixante ans pour faire avancer la paix et la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme* ».
- c'est donc **dès l'origine une mission de paix** que l'UE a souhaité investir (slide suivantes R. Schuman). Les racines historiques de la construction européenne remontent aux lendemains de la seconde guerre mondiale quand les européens ont voulu à jamais se mettre à l'abri de folies meurtrières comme celles qui venaient de se produire;
- En // le **Conseil de l'Europe** se réunit dès 1949, 47 Etats européens, un espace démocratique et juridique commun autour de la Convention européenne des droits de l'homme (1950), et autres textes sur la protection de l'individu (Cour EDH, 1959)
- Les attentes du monde sur l'Europe à l'égard de cette mission de paix, sont importantes comme vous l'avez entendu lors de la conférence et le lisez dans l'ouvrage co édité par RFI et le réseau Coordination Sud sur les « **Regards du Monde sur l'Europe** »:  
« *Quel rôle pour l'Europe dans la construction d'un monde de paix?* »



# Déclaration de Robert Schuman, le 9 mai 1950

*« Messieurs, Il n'est plus question de vaines paroles, mais d'un acte, d'un acte hardi, d'un acte constructif. La France a agi et les conséquences de son action peuvent être immenses. Nous espérons qu'elles le seront.*

*Elle a agi essentiellement pour la paix. Pour que la paix puisse vraiment courir sa chance, il faut, d'abord, qu'il y ait une Europe. Cinq ans, presque jour pour jour, après la capitulation sans conditions de l'Allemagne, la France accomplit le premier acte décisif de la construction européenne et y associe l'Allemagne.*

*Les conditions européennes doivent s'en trouver entièrement transformées. Cette transformation rendra possibles d'autres actions communes impossibles jusqu'à ce jour.*

*L'Europe naîtra de tout cela, une Europe solidement unie et fortement charpentée. Une Europe où le niveau de vie s'élèvera grâce au groupement des productions et à l'extension des marchés qui provoqueront l'abaissement des prix. »*

La Déclaration commence ainsi:

*« La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent.*

*La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques... »*

*9 mai est la fête de l'Europe*

*Robert Schuman, le père de l'Europe*

# Construction européenne en résumé

- 27 Etats membres: construction progressive, **6 Etats fondateurs**: la France, la Belgique, le Luxembourg (Benelux), la République fédérale d'Allemagne, les Pays Bas et l'Italie
- puis 9, 10, 12, 15, puis 25 en 2004, puis 27 en 2007 (*slide suivante*)
- Plus de 500 millions d'habitants ([www.europa.eu](http://www.europa.eu) )
- 25 juillet 1952: les Parlements des 6 pays votent l'entrée en vigueur de la **Communauté européenne du charbon et de l'acier, la CECA** et en 1954, le Traité de **Communauté européenne de défense** (refus de l'Assemblée nationale en France de le ratifier (construction politique))
- Le **Traité de Rome en 1957** institue la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) et les **Communautés économiques européennes** (CEE);

Le Français Robert Schuman présente son plan pour une coopération approfondie

# Adhésion successive des Etats membres (EM) de l'UE

## Pays

## Année d'adhésion

- |   |                        |         |
|---|------------------------|---------|
| • 6 Etats fondateurs: France, Belgique, Luxembourg (Benelux), Allemagne, Pays Bas, Italie               | 1952                   | 6 EM    |
| • Royaume Unis et Irlande, Danemark   | 1973                   | 9 EM    |
| • Grèce   | 1981                   | 10 EM   |
| • Espagne, Portugal   | 1986                   | 12 EM   |
| • Autriche, Suède, Finlande   | 1995                   | 15 EM   |
| • Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, république Tchèque, Slovaquie, Slovénie | 10 EM adhèrent en 2004 | (25 EM) |
| • Bulgarie, Roumanie  | 2007                   | (27 EM) |

# Etapes clés de l'Union européenne

- Le **Traité de l'Union européenne** est signé à **Maastricht** en février 1992 (**12 Etats membres**)
    - permet le lancement de l'intégration **politique**: la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC): la Communauté européenne et l' Union monétaire européenne
  - C'est le **Traité de Lisbonne** signé le 13 décembre 2007 à Lisbonne entre les **27 EM** de l'UE, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2009, après la ratification par les 27 EM,
    - qui donne sa personnalité juridique à la Commission
    - Le traité de Lisbonne confirme la **dimension politique** de la construction européenne en instituant:
      - le **Président permanent du Conseil européen** et la **Haute Représentante de l'UE (extérieure)**
      - la fusion entre les DG Développement et DG Europeaid, en DG DEVCO
      - Les Délégations de la CE deviennent de l'UE «diplomatique et politique des ambassadeurs de l'UE dans les pays)
      - **Prérogatives du Parlement européen renforcées/Traité de Lisbonne et dialogue Conseil-Commission européenne et Parlement européen-**
- le Parlement européen a rejeté hier le projet de budget adopté par le Conseil**



# Le Président du Conseil européen

- C'est le traité de Lisbonne qui l'institue,
- Le Président du Conseil européen est **nommé** par le Conseil pour 2 ans et demi; (renouvelable 1 fois seulement);
- Herman Van Rompuy, ancien PM Belgique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010; reconduit par le Conseil en mars 2012
- Préside et conduit les travaux du Conseil européen, et a un rôle de représentation de l'UE dans le monde
- Le Conseil européen **fixe les grandes priorités de l'UE, Stratégie Europe 2020**
- Chefs d'Etats et de gouvernements, se réunissent 1x par semestre,
- coordination des politiques des EM **économique, budgétaire et emploi**, parfois politique étrangère



Réunion les 14 et 15 mars 2013

# L'EEAS: Service européen pour l'action extérieure de l'UE



- Institué par le Traité de Lisbonne
- Lady Catherine Ashton: Haute Représentante de l'UE
- Plus de 130 Délégations et représentations de l'UE dans les pays (137 avec Juba Sud Soudan)= dialogue politique et mise en œuvre des programmes financés / aide extérieure
- Missions:
  - Politique paix
  - Sécurité dans le monde
  - Crises et aide humanitaire (Commissaire)
  - Aide au développement (Commissaire)
  - Droits de l'homme
  - Elargissement de l'UE
  - Changement climatique, etc.

# Les institutions de l'UE ([www.europa.eu](http://www.europa.eu))

- **Le Conseil de l'Union européenne**

- représente les gouvernements des Etats membres; **Présidence tournante** tous les 6 mois, entre les 27 EM (Danemark, Chypre, et...); la France de juillet à décembre 2008, actuellement c'est l'Irlande qui préside l'UE ([www.european-council.europa.eu](http://www.european-council.europa.eu))

- **Service européen pour l'action extérieure**

Lady Catherine Ashton

- [www.eeas.europa.eu](http://www.eeas.europa.eu)

- **La Commission européenne**

- Président José Manuel Barroso (2004)
- Vice-Présidente: Lady Catherine Ashton, préside le Conseil européen des Affaires étrangères

- élabore les **documents politiques**, « *Communications de la Commission européenne au Conseil et au Parlement* », puis la Commission **les exécute** ([www.ec.europa.eu](http://www.ec.europa.eu))

- **Le Parlement européen**

- Députés européens élus et représentent les citoyens européens ([www.europarl.europa.eu](http://www.europarl.europa.eu))

- **La Cour européenne des Comptes**

- Audits et rapports [www.eca.europa.eu](http://www.eca.europa.eu)

- **la Cour de justice européenne**

- [www.curia.europa.eu](http://www.curia.europa.eu)

Autres institutions, voir [www.europa.eu](http://www.europa.eu)

# La Commission européenne

- Président: José Manuel Barroso (2004-2009-14)
- Mandat de 5 ans
- La Commission européenne est la seule institution de l'UE à **avoir le droit d'initiative, propose, co-décision avec le Parlement européen**
- Propose et met en œuvre des politiques, veille à l'exécution du budget de la Commission européenne
- 27 Commissaires, 1 par Etat membre, chargé de politiques précises. Le Commissaire au développement: Andris Piebalgs: priorités sur les thématiques et sur les instruments de financement de l'aide au développement
- Subsidiarité: initiatives sur des sujets ne pouvant être mieux traité au niveau local régional ou national
- Représente l'UE dans le cadre des accords internationaux (OMC, Accord de Cotonou/ACP)
- Consulte les experts (EM, société civile, consultations publiques, etc.)
- Octroie des financements (expertise, ONG, UN, etc. )



# La présidence de Jacques Delors Commission européenne 1985-1994

- Naissance en 1950: les bons résultats de la CECA; vouloir vivre ensemble, notions d'interdépendances européenne
- La crise de la chaise vide des années 1960; Luxembourg « *We agree to disagree* »
- Le vote à majorité qualifiée, moteur de la construction européenne; la Commission européenne a le droit d'initiative, propose
- « *La légitimité assurée par une co-décision de la Commission avec le Parlement européen* »
- La philo de l'Acte unique européen: « *la compétition qui stimule, la coopération qui renforce, la solidarité qui unit* »; années euphoriques 1987-88-89
- Progressivement équilibre entre la politique et les règles; « *là où il y a des règles il n'y a plus de morale* » Or il faut de la morale, des principes, de la générosité, etc.
- « *Il faut être inventeur de simplicité* », pour un schéma institutionnel simple, efficace, cohérent



# L'aide humanitaire de l'UE: EC Humanitarian Office-DG ECHO

## Commissaire à l'aide humanitaire

- Le Consensus européen pour l'aide humanitaire
- Principal fournisseur d'aide humanitaire dans le monde: catastrophes naturelles, crises et conflits
- Principes: humanité, neutralité, impartialité
- 3 instruments: aide d'urgence, aide alimentaire, aide aux personnes réfugiées et déplacées
- L'office d'aide humanitaire-ECHO DG Aide humanitaire et protection civile, coordonne cette action et travaille avec ceux qui mettent en œuvre dans les pays:
  - les agences de l'ONU et les ONG [http://ec.europa.eu/echo/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/echo/index_fr.htm)
- Sur le site de ECHO, voir la carte « aide en action »
- Financement décision octobre 2012: 976 millions d'euros

## **2. LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE**

# Traité de Rome 1957 à la veille des indépendances

La coopération au développement avec les Etats ACP se met en place dès les débuts de la construction européenne, dès le Traité de Rome en 1957

Le Traité de Rome en 1957, institue la Communauté économique européenne (CEE), dont [l'article 131](#) stipule :

*« le but de l'Association (avec les colonies) est la promotion du développement économique et social des pays et des territoires, et l'établissement de relations économiques étroites entre eux et la Communauté dans son ensemble...*

*L'Association doit en premier lieu permettre de favoriser les intérêts des habitants de ces pays et territoires et leur prospérité, de manière à les conduire au développement économique, social et culturel qu'ils attendent ».*

Cette Convention devait permettre à la veille des indépendances en Afrique, lors de la décolonisation, [le maintien des échanges commerciaux et des liens d'aide au développement](#), en instaurant [des accords préférentiels](#) entre la Communauté européenne (6 Etats fondateurs) et certains Etats tiers

# Les institutions de l'UE en charge du développement

- Le Conseil européen
- Le service européen pour l'action extérieure, et les Délégations européennes
- La Commission européenne
  - Le Commissaire au développement et la DG Développement et coopération: DEVCO
    - Directions politiques, thématiques et géographiques de l'aide au développement
  - la DG Commerce, ou Trade= cohérence des politiques commerciales et de développement (TRIPS/OMC)
  - La DG Recherche et innovation (maladies infectieuses, négligées, etc.)
  - La DG SANCO Santé et consommateurs (activités de contrôle vétérinaire dans les pays tiers, contrôle sanitaire dans les pays en développement/émergent (Brésil, Chine) par transfert de technologie, collaborations avec DEVCO-groupe de parole interservices, certaines politiques communes de santé, EU role in Global health par exemple
- Le Parlement européen 20% du budget d'aide extérieure de la Commission européenne (DCI) sur les secteurs sociaux et le protection sociale



**Commissaire  
européen pour le  
Développement**

**Andris Piebalgs**



**Fokion Fotiadis**



**Directeur de la DG DEVCO  
de la Commission  
européenne**



**DIRECTOR GENERAL**  
F. Fotiadis

**01. Internal Audit Capability**  
T. Mathisse

**02. General Coordination**  
L. Bagur

Assistants  
M. Briens  
D. Versé

Principal Adviser  
....

Seconded Head of Unit  
J. Leandro

Task-force for an enhanced dialogue with International Organisations  
Principal Adviser: L. Riera Figueras

Adviser "Energy"  
F. Bensarsa

**03. Interinstitutional Relations**  
P. Craig McQuaide

**04. Communication and Transparency**  
S. Soewarta

**DEPUTY DIRECTOR GENERAL POLICY AND THEMATIC COORDINATION (Dir A,B, & C)**  
K. Rudischhauser

Assistant  
A. Godefroy

**DEPUTY DIRECTOR GENERAL GEOGRAPHIC COORDINATION (Dir D, E, F, G & H)**  
M. Cornaro

Assistant  
S. Rinaldi

**05. Fragility and Crisis Management**  
D.E. Ionete

Task Force Overseas Countries and Territories

**DEVCO.A**  
**EU Development Policy**  
G. Martin Prada

**A1. Policy and Coherence**  
G. Frontini

**A2. Quality of Delivery Systems**  
J. Ten Bloemendal

**A3. Evaluation**  
M. Pennington

**A4. Budget Support, Public Finance and Macroeconomic Analysis**  
J. Correia Nunes

**A5. Aid and Development Effectiveness and Financing**  
V. Grimaud

**A6. International Development Dialogue**  
B. Luecke

EU Delegation Development Staff  
US and Paris

Adviser P. Clairet

**DEVCO.B**  
**Human and Society Development**  
K. Schmidt

**B1. Governance, Democracy, Gender, Human Rights**  
J-L. Ville

**B2. Civil Society, Local Authorities**  
A. Baglio

**B3. Employment, Social Inclusion, Migration**  
H. Bourgade

**B4. Education Health, Research, Culture**  
.....

**B5. Instrument for Stability, Nuclear Safety**  
A. Van der Meer

**B6. Finance, Contracts, Audit**  
D. D'Amico

Operational Sections EU Delegations Enlargement

**DEVCO.C**  
**Sustainable Growth and Development**  
K. Schmidt (acting)

**C1. Rural Development, Food Security, Nutrition**  
J-P. Halkin

**C2. Climate Change, Environment, Natural Resources, Water**  
C. Pasca Palmer

**C3. Financial Instruments**  
J. Reis Conde

**C4. Private Sector Development, Trade, Regional Integration**  
P. Loop

**C5. Energy**  
.....

**C6. Infrastructures, Networks**  
P. Ciccarelli

Delegation Rome  
Finance Sections EU Delegations Enlargement

**DEVCO.D**  
**East and Southern Africa and ACP Coordination**  
F. Mosca

**D1. Geographical Coordination Southern Africa & Indian Ocean**  
F. Melendro Arnaiz

**D2. Geographical Coordination East Africa**  
H. Stausboll

**D3. Planning ACP and Horizontal Coordination**  
G. Gielen

**D4. Africa-EU Partnership, Peace Facility**  
F. Moreau

Operational Sections Southern Africa and Indian Ocean EU Delegations

Operational Sections East Africa EU Delegations

Operational Sections African Union EU Delegation

**DEVCO.E**  
**West and Central Africa**  
P. Amilhat

**E1. Geographical Coordination Central Africa**  
....

**E2. Geographical Coordination West Africa**  
....

**E3. Regional Programmes Sub-Saharan Africa and ACP wide**  
D. Salord

DEVCO.E Adviser "Audit"  
W. Farrugia

**E4. Finance, Contracts, Audit**  
C. Filipe

Operational Sections Central Africa EU Delegations

Operational Sections West Africa EU Delegations

Finance Sections Sub-Saharan Africa EU Delegations

**DEVCO.F**  
**Neighbourhood**  
M. Köhler

**F1. Geographical Coordination Neighbourhood East**  
A. Fontana

**F2. Geographical Coordination Neighbourhood South**  
R. Iodice

**F3. Regional Programmes Neighbourhood East**  
P. Mikos

**F4. Regional Programmes Neighbourhood South**  
.....

**F5. Finance, Contracts, Audit**  
C. Kominos

Operational Sections Neighbourhood East EU Delegations

Operational Sections Neighbourhood South EU Delegations

Finance Sections Neighbourhood EU Delegations

**DEVCO.G**  
**Latin America and Caribbean**  
J. Butkeviciene

**G1. Geographical Coordination Latin America and Caribbean**  
H. Geiger

**G2. Regional Programmes Latin America and Caribbean**  
J-P Joulia

**G3. Finance, Contracts, Audit**  
J. Izarra Aguado

Operational Sections Latin America and Caribbean EU Delegations

Finance Sections Latin America and Caribbean EU Delegations

**DEVCO.H**  
**Asia, Central Asia, Middle East/Gulf and Pacific**  
D. Meganck

**H1. Geographical Coordination Asia and Pacific**  
J de la Caballeria

**H2. Geographical Coordination Central Asia, Middle East/Gulf, Asia Regional Programmes**  
J.C. Boidin

**H3. Finance, Contracts, Audit**  
....

Operational Sections Asia and Pacific EU Delegations

Operational Sections Central Asia, Middle East/Gulf EU Delegations

Finance Sections Asia, Central Asia, Middle East/Gulf and Pacific EU Delegations

**DEVCO.R**  
**Resources in Headquarters and in Delegations**  
.....

**R1. Planning and Budget**  
C. Eich

**R2. Audit and Control**  
J-L. Chomel

**R3. Legal Affairs**  
L. Sarazin

**R4. Human Resources**  
E. Papaioannou

**R5. Finance, Contracts, Audit**  
J-H. Ramat

**R6. Information Technology and Infrastructure**  
F. Centurione

**R7. Training, Knowledge Management, Document Management**  
B. Kolecka

Task Force Centre of Gravity  
Adv. C. Graykowski

Administrative Sections Local Agents in EU Delegations

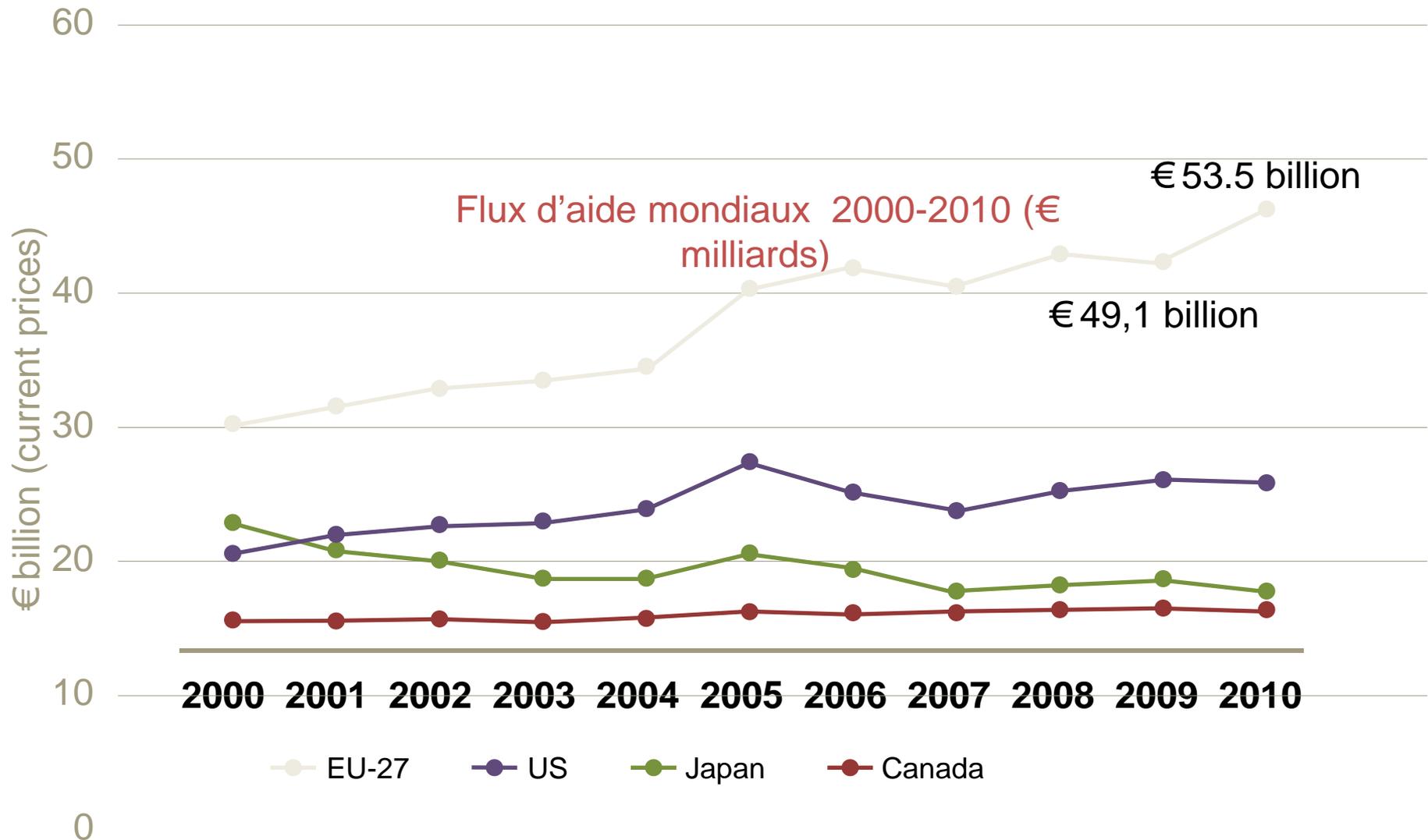
# La politique de développement de l'UE

- Le document politique: « Increasing the impact of EU Development Policy: an Agenda for Change » (octobre 2011)
- Les 2 objectifs ppaux sont **l'éradication de la pauvreté** et **la réalisation des 8 OMD**.  
20% secteurs sociaux, différenciation aide selon les revenus des pays, concentration pays pauvres et Etats fragiles; secteurs : sociaux/emploi, agriculture, sécurité alimentaire, énergie (plus les transports)  
[http://www.europa.eu/Commission européenne/DEVCO](http://www.europa.eu/Commission_européenne/DEVCO)

Consacrer **0.7%** du revenu national brut à l'APD d'ici à 2015, moyenne européenne 0.43%; pour **85% des citoyens européens, important aider populations PED**

- 27 Etats membres= 1<sup>er</sup> donateur en dons, 73.6 milliards de dollars en 2011
- 21.5% de l'aide totale des EM passe par les institutions européennes 2011
  - De 2005 à 2010: la **part développement c'est 8% du budget total de l'UE;**
  - Relations EU-US plus proches avec Gouvernement Obama
  - Programmation 2014-2020: aide extérieure, en discussion au Parlement

# Flux mondiaux d'aide 2000-2010

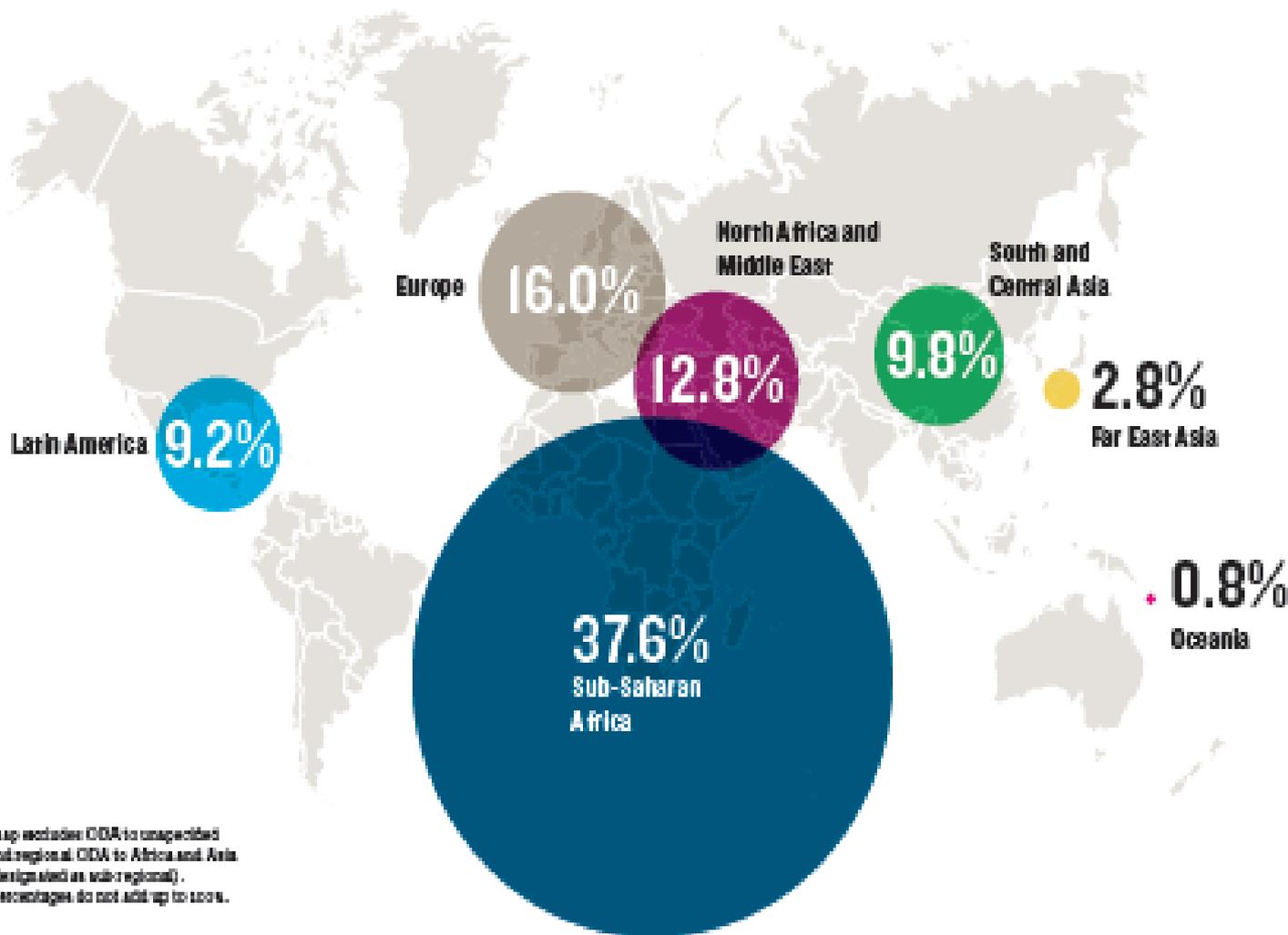


# Les instruments de financement du développement

- 3 instruments **géographiques** essentiellement:
  - **DCI: La coopération hors Etats ACP (16,9 mds 2007-13)** au travers de l'instrument de financement de la coopération au développement 2007-2013, **géographie Asie Amérique latine et Afrique du Sud**, + les Lignes budgétaires thématiques Santé et éducation en vue de la réalisation des OMD de la santé; ressources humaines, démocratie, aide humanitaire stabilité conflits, et pays candidats entrée UE
  - et la région **du European Neighborhood policy instrument (ENPI) 11 mds d'euros 2007-13**, pour les pays méditerranéens, et l'Europe de l'est (pays du voisinage) ; augmentation de 30% ces 2 années santé
  - **FED en faveur de la région ACP (22.7 mds 2007-13)**: contributions **volontaires** des Etats membres de l'UE, 15 pays UE/DAC/OCDE **28milliards 2014-2020**
    - MDG Initiative: 1 milliards OMD 4, 5 et 7 à 36 pays dont 29 en Afrique (2010-2011)
    - Coopération régionale (CEDEAO, UMEOA, etc.) et coordination pays entre EM/UE
    - Fonds tous ACP en faveur des institutions régionales et Nations Unies
    - Accès à la couverture sanitaire universelle
- **La majorité de l'APD européenne est consacrée à l'aide et la sécurité alimentaires, l'environnement et les forêts tropicales, la santé et le cofinancement des ONG.**
- Stratégie UE- Afrique, décembre 2005
- Modalités privilégiées de financement 2000-2010: projets, approches sectorielles, et à l'aide budgétaire sectorielle ou générale (Global Budget Support), pour financer la réalisation des OMD; en outre des « MDG contracts » sur 6 ans au lieu de 3 ou 4; discussion sur impact sur secteurs sociaux

# The 2012 data report. EU Development by region 2008-10 programmation en direction des pays les plus pauvres et situations conflits et post conflits

FIGURE 3: EU Development Assistance by Region (2008-10)<sup>1</sup>



# Suivi évaluation de l'efficacité aide européenne

- **Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et l'harmonisation, 2005, Accra Agenda for Action 2008, et HLF de Busan 2011** (harmonisation des procédures publiques et de passation des marchés, coordination des bailleurs de fonds, transparence et responsabilité mutuelle.)
- **Code de conduite sur la complémentarité et la division du travail** entre la Commission européenne et les Etats membres de l'UE, sur le terrain notamment (COM du Conseil à la Commission et au Parlement européen en 2007); voire une programmation conjointe de la Commission et des EM/UE
- **Rapport européen sur le développement en 2008**. Bilan de la réalisation des OMD à mi parcours: accent sur l'Afrique; volumes de l'aide, recommandations sur le // croissance économique et politiques sectorielles, cohérence des politiques migrations, changement climatique, ouverture des marchés
- **Rapports annuels et rapports de contribution de l'UE aux OMD; COM post 2015 Fev 2013**
- **Evaluation par les pairs/ OECD/DAC mars 2012** ([www.oecd.org](http://www.oecd.org))/Japon et Norvège
  - Rôle international et impact des financements du développement
  - Pays pauvres et Etats fragiles, sécurité et transition
  - Cohérence des politiques de développement, migrations, recherche et commerce
  - Cohérence politiques santé et autres secteurs
  - Réduire la complexité de l'administration des financements du développement
  - Augmenter le pouvoir des Délégations européennes pays

### **3. HISTORIQUE DU FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT (FED) EN FAVEUR DE LA SANTÉ**

# Tout au long de la construction européenne

- Le contexte du Fonds européen de développement (FED)
  - Dès 1950 Robert Schuman suggère : « *l'Europe pourra, avec des moyens accrus, poursuivre la réalisation de l'une de ses tâches essentielles : le développement du continent africain* »
  - avant la décolonisation, en Afrique centrale et de l'Ouest, afin d'apporter une aide technique et financière aux Etats colonisés des puissances européennes fondatrices de l'Union européenne.
  - Dès 1956 à la Conférence de Venise, la France demande d'associer ses TOM alors que la décolonisation est amorcée :
  - le marché africain francophone est ouvert aux 6 Etats membres fondateurs de la CEE en échange; et le Traité de Rome date de 1957
  - Le 1<sup>er</sup> FED du « Traité d'Association » signé à Rome, bénéficie en priorité aux Etats francophones associés à l'EM France
  - les Commissaires au développement sont français et les DG Développement, le DG du FED de 1962 à 1975

# Le FED: un financement à part

- le Fonds européen de développement, est l'instrument de coopération technique et financière des Communautés européennes avec **les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et pays et territoires d'outre mer**; l'aide aux ACP et PTOM sera financée par le FED sur la période 2008-2013, puis 2014-2010, puis fin.
- Notons que le FED ne fait **pas partie du budget général communautaire**; de ce point de vue le regard du Parlement européen est limité. C'est une concertation Conseil-Commission européenne en charge de l'administrer
- il est dirigé par **le Comité directeur du FED et financé par les Etats membres sur contributions volontaires**: la France finance 1/5 (19.5%) du 10<sup>e</sup>FED, 2<sup>e</sup>me contributeur après l'Allemagne 10<sup>e</sup>me FED; (Royaume Uni, Italie, ...les 27 EM)
- Le FED finance le développement **de 77 pays ACP (pas l'Afrique du Sud) et 20 PTOM**; dons et prêts consentis conditions favorables, gérés par la BEI dans le cadre de la « Facilité d'investissement »
- **L'Assemblée Parlementaire Paritaire** est l'endroit de négociation des accords entre l'UE et les Etats ACP: députés des deux régions EM de l'UE et Etats ACP
- Les **accords économiques et commerciaux entre les deux régions se matérialisent au travers des « Conventions », de Yaoundé à Cotonou, accompagnées des protocoles financiers qui doivent être ratifiés par tous les Etats membres et les 2/3 des Etats ACP**; délais de réalisation

# Les étapes historiques des conventions FED-ACP

- Premier FED: 1959-1964 sur la base de la Convention d'Association Rome 1957, 8.....6 EM..... 5 ans
- Deuxième FED: 1964-1970 (Convention de Yaoundé I en 1963).....6 EM
- Troisième FED: 1970-1975 (Convention de Yaoundé II en 1969).....6 EM
- Quatrième FED: 1975-1980 (Convention de Lomé I en 1975).....CEE des 9 EM (1973)
- Cinquième FED: 1980-1985 (Convention de Lomé II en 1980).....CEE des 10 EM (1981)
- Sixième FED: 1985-1990 (Convention de Lomé III en 1985).....CEE des 12 EM (1986)
- Septième FED: 1990-1995 (Convention de Lomé IV en 1990).....UE (1992) ... 12 EM 10 ans
- Huitième FED: 1995-2000 (Convention de Lomé IV et sa révision IV bis).....UE ....12 EM (1995)
- Neuvième FED: 2000-2007 (Accord de Cotonou) .....UE .....15 EM ..... 20 ans  
13.5 milliards d'euros et reliquats des FED précédents > 9.9 mds euros;  
[http://europa.eu/legislation\\_summaries/development/african\\_caribbean\\_pacific\\_states/r12101\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/development/african_caribbean_pacific_states/r12101_fr.htm)
- Dixième FED: 2008-2013 (Accord de Cotonou révisé) .....UE .....25 EM, 27 EM....2020/  
22.6 milliards d'euros , dont 21.9 ACP, 286 mions d'euros PTOM, 430 mions à la Commission européenne au titre des dépenses; 17,76 PIN et PIR, 2.7 miads à la coopération intra et inter-ACP, 1.5 financement de la facilité d'investissement
- Programmation du 11<sup>ème</sup> FED en cours: les PIN avec les pays>>> DG DEVCO; avec le Commissaire au développement, le montant du FED est très légèrement augmenté

# Pays UE et Etats partenaires région ACP

## Traité de Rome, 1957

Traité de Rome, Convention d'application, Partenaires associés.

**Belgique** (Congo Zaïre, Ruanda-Urundi), **Italie** (Somalie), **Pays-Bas** (Nouvelle Guinée),

### **France**

**Afrique occidentale française comprenant** : Dahomey (deviendra le Bénin), Guinée (quitte l'Association en 1958 mais elle y retourne pour Lomé I), Côte d'Ivoire, Mauritanie, Niger, Sénégal, Soudan et Haute-Volta (deviendra le Burkina Faso) ;

**Afrique équatoriale française comprenant** : Cameroun (territoire sous mandat), Tchad, Moyen Congo, Gabon, Oubangui-Chari ;

**Autres territoires français** : République autonome du Togo, Madagascar, Comores, Polynésie française, Terres australes et antarctiques, Algérie, Réunion, Guyane, Martinique, Guadeloupe, St Pierre et Miquelon, Côte française des Somalis, Nouvelle-Calédonie et dépendances.

Une déclaration d'intention laissait ouverte la possibilité d'association au Surinam, aux Antilles néerlandaises, au Maroc, à la Tunisie et à la Libye. Le 1<sup>er</sup> septembre 1962, le Surinam devenait effectivement un pays associé.

## Accords de Lomé I, 1975

Les mêmes Etats associés + ceux associés par **le Royaume Uni** :

### *Pays du Commonwealth :*

Bahamas, Barbade, Botswana, Fidji, Gambie, Ghana Grenade, Guyana, Jamaïque, Kenya, Lesotho, Malawi, Nigéria, Sierra Leone, Swaziland, Tanzanie, Tonga, Trinidad et Tobago, Ouganda, Samoa occidentales, Zambie.

### *Pays hors Commonwealth :*

Guinée équatoriale, Ethiopie, Guinée Bissau, Libéria, Soudan

**En diversifiant les Etats associés, c'est la coopération ouverte avec l'Amérique latine et l'Asie**

[www.acp.int](http://www.acp.int)

# L'Accord de Georgetown-Guyana 1975

- Le 6 juin 1975, l'Accord de Georgetown scellait l'identité ACP, rassemblant des pays pourtant très divers, en lui donnant une structure permanente:
- au printemps 1974, le porte parole africain des Etats ACP, Babacar Bâ (Sénégal) avait déclaré à la Communauté :
- *« c'est ainsi que vous avez devant vous, non plus trois groupes qui exposent par une voix des positions harmonisées, mais un groupe unique des ACP qui a voulu ainsi reconnaître une **identité de destin** et sa volonté inébranlable de parvenir à des résultats positifs dans le cadre de ces négociations ».*

# Le Secrétariat du Groupe des Etats ACP siège à Bruxelles

## 7<sup>ème</sup> Sommets de chefs d'Etats et de gouvernements sur la santé



GUINEA ECUATORIAL 2012

## **7th Summit for ACP**

## **Heads of State and Government**

**MALABO, Equatorial Guinea  
13-14 December 2012**

[Click for more information](#)

## Le Secrétariat général

- SG nommé en 2009 par le Conseil des ministres des Etats ACP; a pris ses fonctions en mars 2010
- Voir conférence de notre invité au séminaire ce jour, le Sous-Secrétaire général du Groupe des Etats ACP, M. Achille Bassilekin
- Et voir les travaux de la 1<sup>ère</sup> Conférence des ministres de la santé des Etats ACP réunis à Bruxelles en octobre 2007
- La 2<sup>ème</sup> conférence des ministres de la santé se tiendra en octobre 2013
- [www.acp.int](http://www.acp.int)

# Assemblée parlementaire paritaire ACP-CEE en faveur de la santé dans les Etats ACP: préparatifs de Lomé IV

- Sous la Convention de Lomé III (1980), *la première Résolution de l'Assemblée Parlementaire Paritaire sur la coopération CEE-ACP en matière de santé est rédigée à Lomé en 1988*. Cette Résolution initie la préoccupation de l'ensemble des pays ACP suite à une *mission* de l'Assemblée dans de nombreux Etats ACP visant à constituer *un rapport sur la santé dans ces Etats*.
- La Résolution reconnaît que « *la santé a été considérée jusqu'ici comme une dimension peu importante de la Coopération ACP-CEE en regard d'autres domaines, même si des investissements lui ont été consacrés* ».
- *La Résolution appelle au renforcement ACP-CEE en matière de santé dans la quatrième Convention de Lomé* », qui se prépare alors, et demande aux deux parties chargées de la négociation de « *procéder à un examen attentif de ce secteur* ».

Source: Cassanmagnago Cerretti ML. L'Assemblée ACP-CEE Origines, Evolution, Structure, Résultats. 1964-1992. Dossier Centre européen du Kirchberg, Luxembourg, janvier 1993.

# Les dispositions de Lomé IV (1990-2000); 12 pays UE et 68 Etats ACP

- La contribution de la CEE à l'amélioration de la santé des populations des pays ACP, prend une dimension particulière au cours de la **décennie des années 1980** et au début des années 1990, pendant lesquelles, outre les **conséquences sociales de la crise économique** (chute du cours des matières premières) et la **pression démographique**, de la **crise de la dette (prêter sous conditions)**, on assiste aux **effets sur le secteur de la santé de trois événements révélateurs** :
- (i) **l'émergence de l'épidémie de sida** et sa propagation rapide en Afrique et dans les Caraïbes, dont les retentissements économiques et sociaux sont déjà très importants . Dès 1987 le sida est considéré comme **une menace pour la santé publique et le développement**; Notons qu'en **janvier 1992, l'épidémie a déjà atteint 10 millions** de personnes, et 1 personne sur 40 est atteinte en Afrique où le sida est déjà la première cause de mortalité de l'adulte jeune
- (ii) **les politiques macroéconomiques d'ajustement structurel préconisées par les institutions de Bretton Woods ont pour conséquences la réduction des dépenses publiques, dont les dépenses de santé, et détérioration de l'offre de soins**
- incitent la Commission à en compenser certains effets, et à prévoir sous la Convention de Lomé IV **une aide à l'ajustement**, apportée à travers les financements des programmes sectoriels d'importation dès 1990, et par la promotion et la mise en œuvre d'une **politique de médicament essentiel** dans plusieurs pays sous la forme de projets individualisés;

## Les dispositions de Lomé IV (suite)

- (iii) la dévaluation du franc CFA instituée par les pays de la zone Franc, sur la recommandation du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, acceptée par la France, dont les effets sur la capacité d'importation de produits, dont des médicaments dont le prix de fait est multiplié par deux, est très déstabilisant.
- La subvention du médicament, accordée immédiatement après la dévaluation du Franc CFA en janvier 1994, permet le réapprovisionnement des grossistes et des centrales d'achat pharmaceutiques du secteur public de certains pays,
- et elle constitue alors, la forme la plus récente de l'implication de la Communauté européenne dans le domaine de la santé des Etats ACP, plus particulièrement en Afrique francophone.

## Les principaux développements et innovations de la Convention de Lomé IV, portent sur :

- (i) **les grands domaines de coopération** : l'environnement, la coopération agricole, et alimentaire, le développement des services, le développement industriel, la coopération régionale, la coopération culturelle et sociale : *la nouvelle Convention élargit le champ de cette coopération culturelle et sociale à de nouveaux thèmes, tels que la nutrition, la population, la démographie, et renforce les dispositions relatives à la santé, au rôle des femmes dans le développement et le dialogue interculturel ;*
- (ii) **les questions financières** : les Accords de Lomé tiennent compte des contraintes des ACP des années 1980, en tout premier lieu **l'ajustement structurel et la dette internationale.**

**L'aide à l'ajustement structurel** est la principale innovation de la Convention de Lomé et sera apportée sous la forme d'une dotation supplémentaire aux aides traditionnelles dans le contexte d'une évaluation conjointe de la Communauté et du pays concerné.

- (iii) **le commerce et les produits de base**, où les acquis de Lomé IV sont maintenus (libre accès sans réciprocité au marché Communautaire).

# La santé pour le développement économique

- Il est intéressant d'observer que l'intérêt politique pour la santé se déroule **en parallèle** à l'intérieur comme à l'extérieur de la Communauté européenne.
- L'implication de la Communauté en matière de santé **est progressive et relativement récente**, tant du point de vue politique que stratégique en Europe, que du point de vue de la coopération avec les Etats tiers.
- Cette implication se fonde essentiellement sur la nécessité de **préserver la santé du travailleur** en Europe ou dans les pays du Sud, dans le but commun de ***promouvoir le développement économique et social des pays, objectif primordial de la Communauté***
- Dans le cadre du développement, il ne s'agit pas, au début (1994) de développer les **systèmes de protection sociale**, mais de s'intéresser au développement des systèmes de santé et les soutenir, tant les budgets sociaux sont réduits sous les effets combinés de **la croissance démographique, de l'épidémie de sida, de la dévaluation du Franc CFA, et des politiques d'ajustement structurel**

# Dispositions sur le commerce de la Convention de Lomé IV (1990)

- Les Accords de Lomé IV regroupent 46 pays de l'Afrique Subsaharienne, 15 pays des Caraïbes et 8 du Pacifique.

L'article 167 de la [Convention de Lomé IV](#) stipule : « *dans la poursuite de cet objectif (de l'accroissement des échanges), un intérêt particulier est porté à l'obtention d'avantages effectifs supplémentaires pour le commerce des Etats ACP avec la Communauté ainsi qu'à l'amélioration des conditions d'accès de leurs produits au marché, en vue d'accélérer le rythme de la croissance de leur commerce, en particulier le flux de leurs exportations vers la Communauté, et d'assurer un meilleur équilibre des échanges commerciaux entre les parties contractantes* ».

- Ces accords autorisent l'accès des Etats associés au marché Communautaire en **exemption des droits de douane, sans réciprocité et sans restrictions quantitatives pour 99.2% de leurs exportations**, les 0.8% restants représentant des produits relevant de la politique agricole commune.

Tout ceci a été revu dans le cadre de la Convention de Cotonou, en vigueur depuis 2000, et des Accords de partenariats économiques (les APE) négociés tout au long des années 2000 entre la Commission européenne et chacun des Etats/régions

# Références sur la politique de développement de l'Union européenne

- 1. Dieter Frisch. La politique de développement de l'Union européenne. Un regard personnel sur 50 ans de coopération internationale.  
*European Centre for Development Policy Management. Rapport ECDPM 15. Maastricht, mars 2008. 75p. [www.ecdpm.org](http://www.ecdpm.org)*
- 2. A. Adebajo and K. Whiteman (eds.). The EU and Africa. From Eurafrique to Afro-Europa. Columbia University Press. New York. 2012. 531p.
- 3. Le *Courrier de l'Europe*, périodique sur la politique de l'UE (en ligne sur le site du Centre international de formation européenne ( [www.cife.eu](http://www.cife.eu) )
- 4. Corinne Balleix. L'aide européenne au développement, La Documentation française, 2010
- 5. Les think tanks, analyses sur l'aide européenne, comme ECDPM, AGH, GH Europe, The Centre, et l'ONG Oxfam, le site [www.touteurope.eu](http://www.touteurope.eu), etc.

**4. EVOLUTIONS DES INTERVENTIONS ET  
MODALITÉS DE COOPÉRATION  
SANITAIRE SUR 20 ANS: DE 1994 À « EU  
ROLE IN GLOBAL HEALTH » EN 2010**

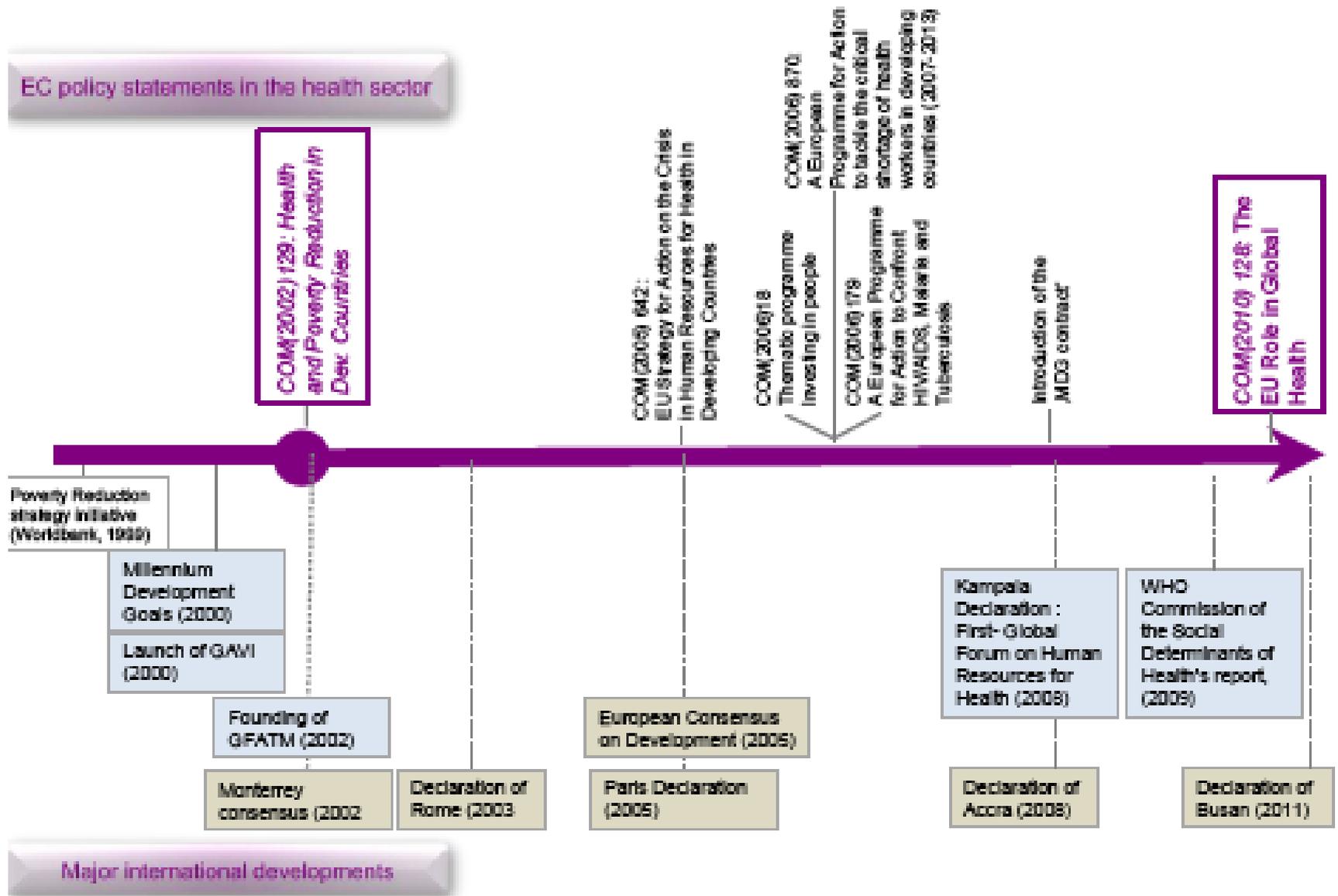
# La CEE en appui à la santé, contexte fin des années 1980

- Contexte international: le [programme mondial sida de l'OMS](#) est institué en 1987 à Genève ; la Banque mondiale publie la même année son [Rapport sur le financement des services de santé dans les pays en développement](#)
- En [1988](#), le Vice-Président de la Commission européenne, Lorenzo Natali, avait adressé à l'ensemble des pays ACP un mémorandum les invitant à participer à un [programme CEE-ACP de lutte contre le sida](#). Dès son lancement, pratiquement tous les pays ont répondu à cette initiative, ce qui reste exemplaire dans l'histoire de la Commission européenne.
- De nombreuses Résolutions seront prises par la suite par l'Assemblée paritaire CEE-ACP sur « [Les conséquences économiques et sociales du sida sur les populations des pays membres de la Convention de Lomé](#) ». Les pays les plus atteints par la maladie se situent précisément en Afrique et dans les Caraïbes.
- La Commission étend ensuite sa politique à une contribution [au secteur de la santé](#) (pas seulement à la lutte contre le sida) et crée [en 1993 l'Unité Santé/sida auprès de la Direction Générale du Développement](#) de la Commission européenne, DG VIII.

Ainsi paraît le 6 mai 1994, [la première Résolution du Conseil européen](#), sur la « [Coopération avec les pays en voie de développement dans le domaine de la santé](#) », où la santé est « [un facteur essentiel de la mise en valeur des ressources humaines et constitue un élément moteur du développement](#) ».

Au début des années 2000, Deux grands documents de politiques de santé « Health and poverty » et « Cadre politique pour les actions extérieures sida, paludisme et tuberculose »

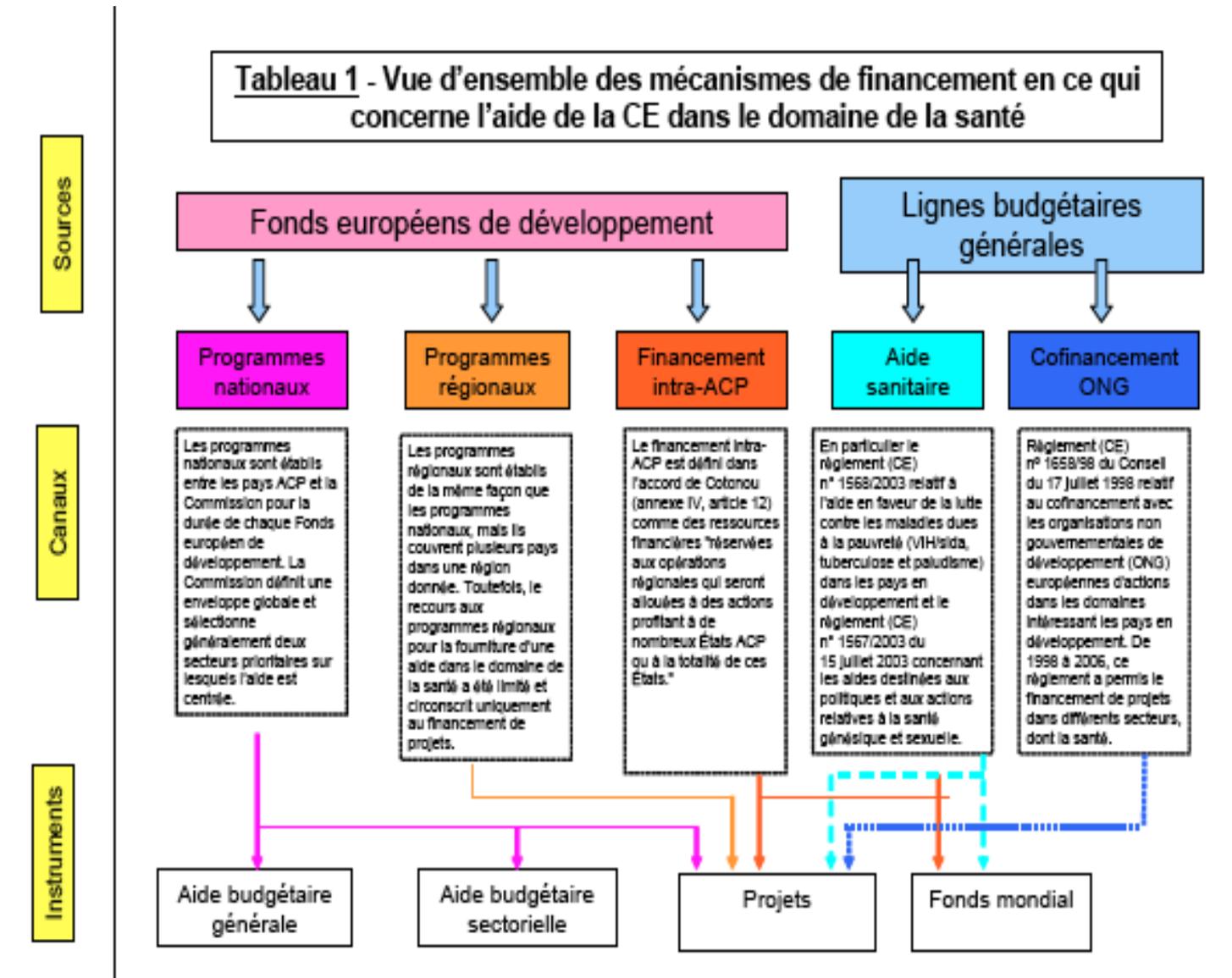
# Principales étapes CE/santé



# Le FED santé dans les années 1990-2000

- Politique des pays en faveur de l'accès aux médicaments génériques essentiels
- Politique de sécurité transfusionnelle
- Projets de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
  
- Appuis aux systèmes de santé = basic health: paquet minimum d'activités et HD
  - Devis programme aide projet en faveur des districts de santé: gestion déconcentrée
  - Réforme des systèmes de santé et mise en place de la tarification des soins (user fees)
  - Constructions et réhabilitations équipements des formations sanitaires/hôpitaux de districts
  - Développement de partenariats publics privés dans le secteur de la santé: gestion décentralisée avec de nouveaux acteurs
  - Appuis techniques aux directions centrales du ministère de la santé, planification, systèmes d'information, ressources humaines, qualité des soins, politique pharmaceutique, etc.
  
- Vers la fin des années 1990 dans le [cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté, appuis sectoriels plutôt que projets, puis aide budgétaire sectorielle et aide budgétaire générale avec tranches variables](#) en faveur des secteurs sociaux selon la performance mesurée à l'aide d'indicateurs de couverture de services de santé et d'éducation, et d'augmentation des budgets nationaux
  
- [Assistance technique/expertise](#) recrutée par appels d'offre dans un contrat cadre entre la CE et des bureaux d'études, expertise privée long terme et court terme (AEDES, CREDES, AGEF, HLSP, etc.
  
- Accès à la protection sociale universelle

# Modalités de financement de la santé, source rapport de la Cour européenne des Comptes en 2009

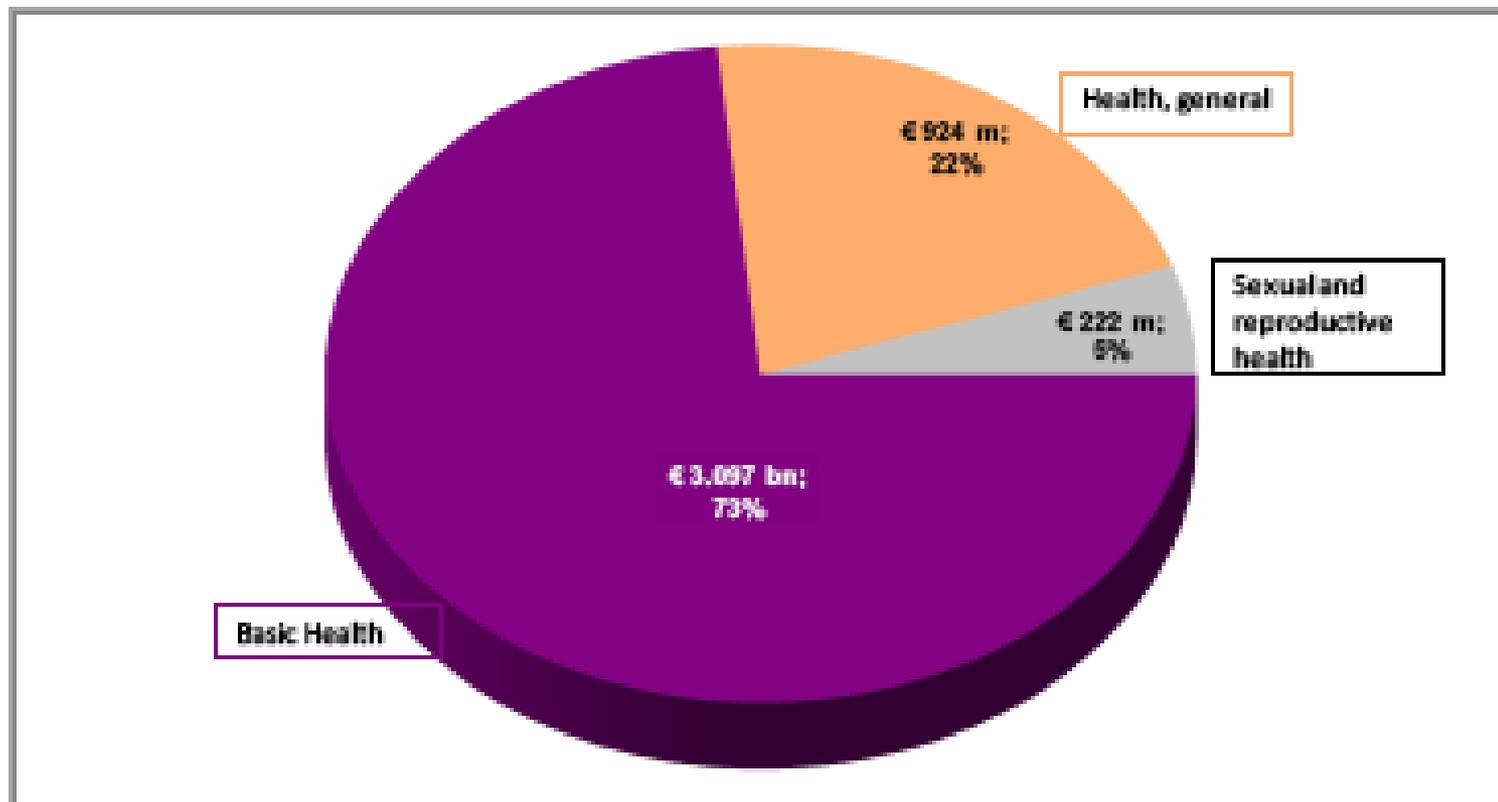


# Evaluations de l'aide santé UE

- Evaluations indépendantes des **projets** réalisées par bureaux d'études (rapports d'évaluation ne sont pas sur le site de la Commission)
- Evaluations indépendantes **sectorielles** santé par AEDES (2002), puis Particip (2012) ; rapports en ligne sur le site « Evaluation » de la Commission
  - commanditées par l'unité d'Evaluation de la CE
  - Voir le Evaluation Framework p. 37 doc « Particip »  
source: « Thematic evaluation of the European Commission support to the Health sector », Août 2012)
- **Audits** de la Cour européenne des Comptes en 2009 (santé en Afrique, assistance technique et renforcement de capacités, GBS)
- Rapports tous les 5 ans de la contribution de l'UE ou de la Commission européenne à la **réalisation des OMD**, dont les OMD **santé**, avec toutes les difficultés d'attributabilité des OMD 1 à 7, et de l'OMD 8

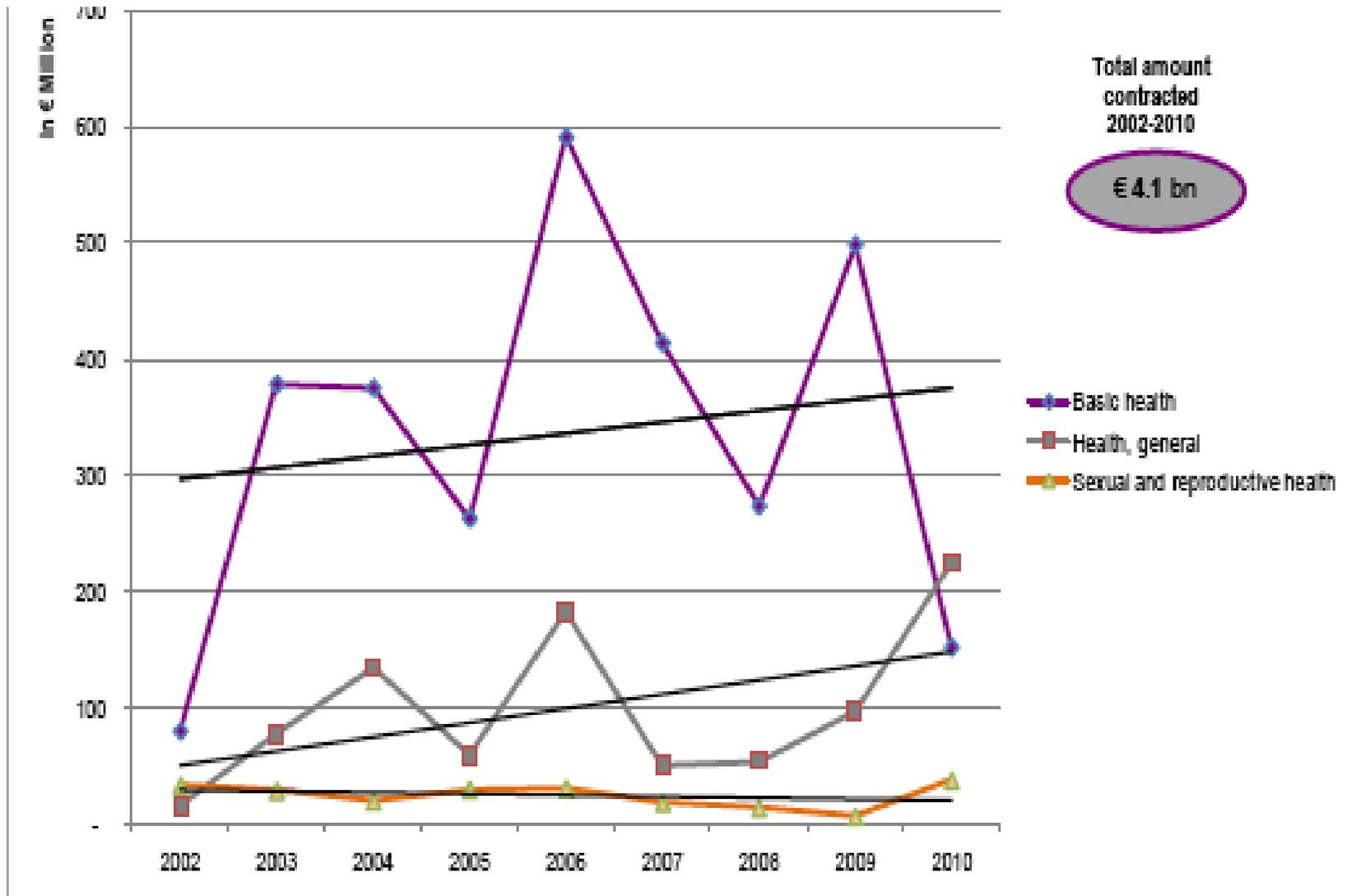
# Priorités de santé financées par la Commission européenne: Basic health: infrastructure, équipement, nutrition, 3 maladies (1/3)

Figure 6: *EC support to the health sector: Breakdown of health sub-sector.*



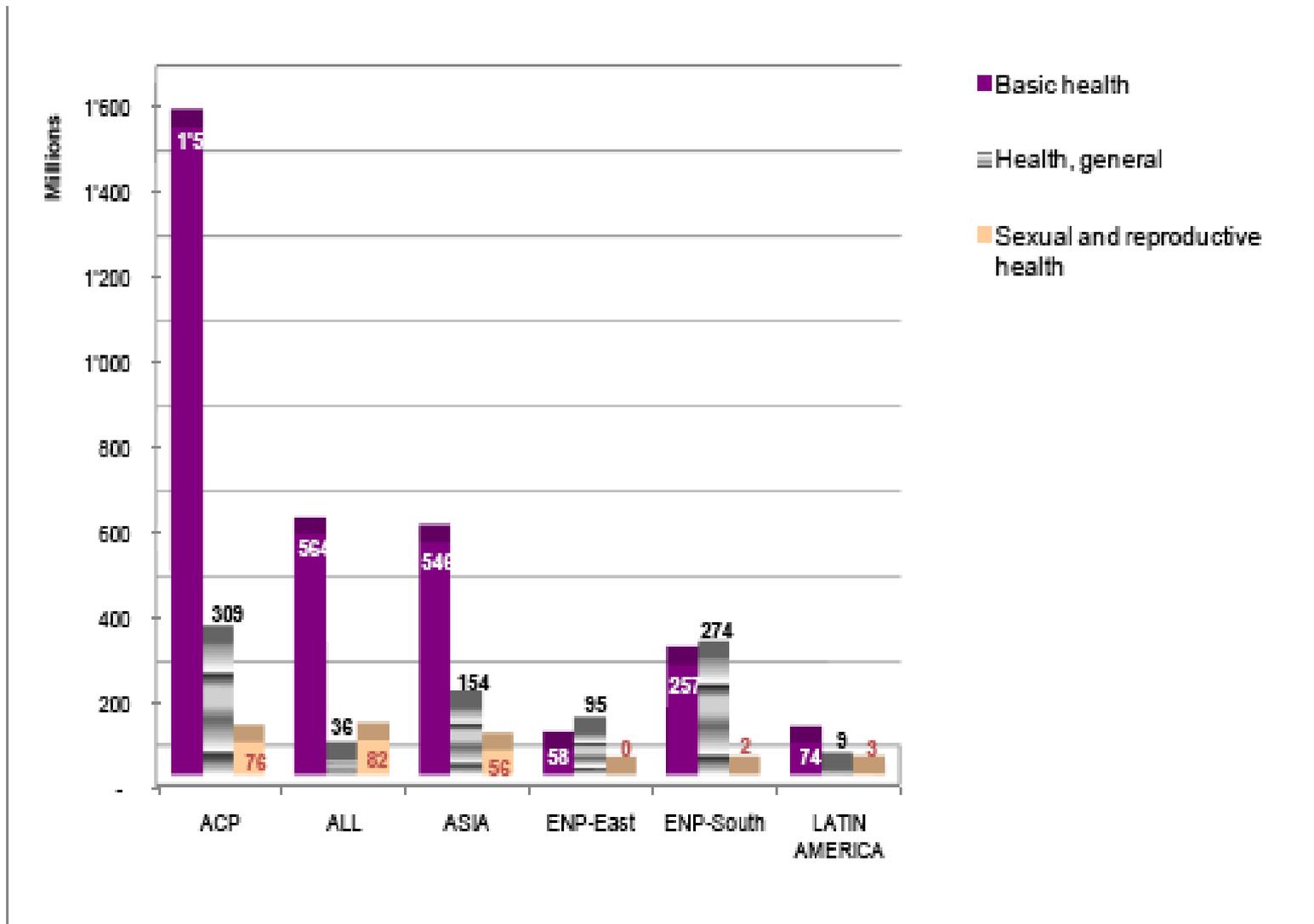
Source: CRIS and Particip GmbH analysis

# Evolutions dans le temps des financements/volets santé



Source: CRIS and Particip GmbH analysis

# Répartition des domaines santé selon les régions

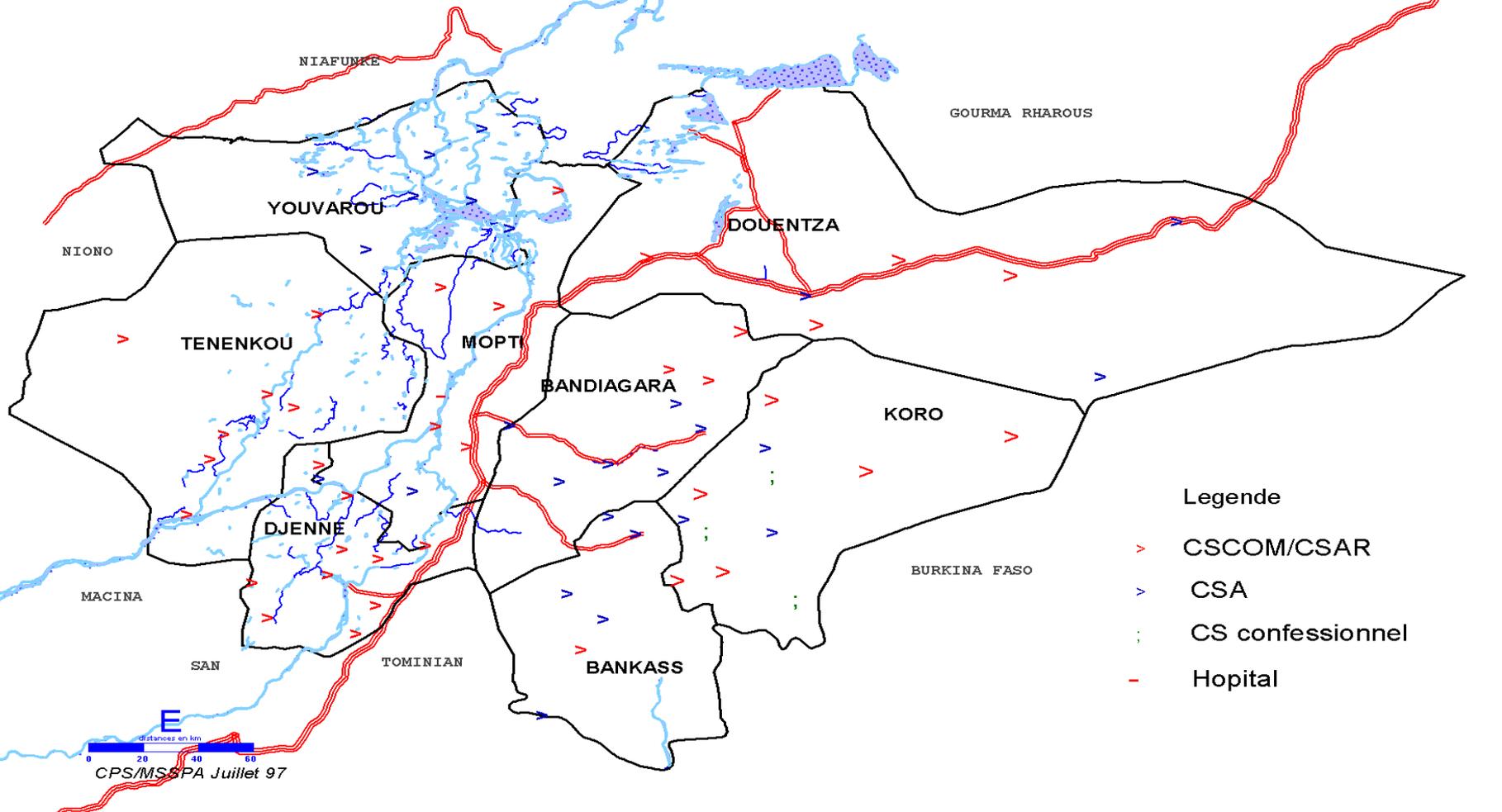


Source: CRIS and Particip GmbH analysis

## **5. EXEMPLES D'APPUI FED AUX PAYS**

# Région sanitaire de Mopti au Mali: unité du district

## CARTE SANITAIRE REGION DE MOPTI



### Legende

- > CSCOM/CSAR
- > CSA
- > CS confessionnel
- Hospital

CPS/MSSPA Juillet 97

# District de Betioky au Sud Madagascar

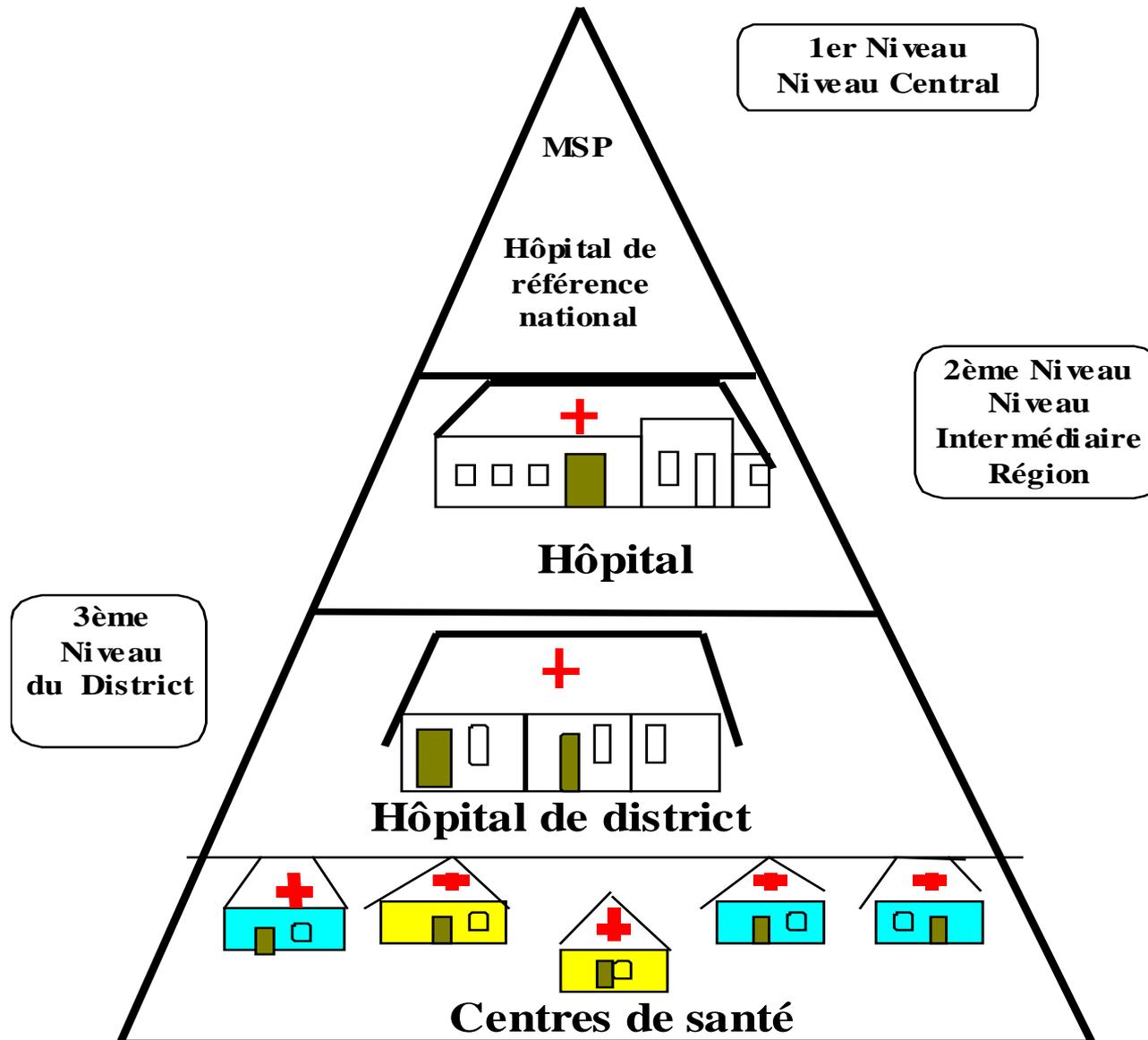


Mission de service public technique, administrative et financière, pour améliorer :

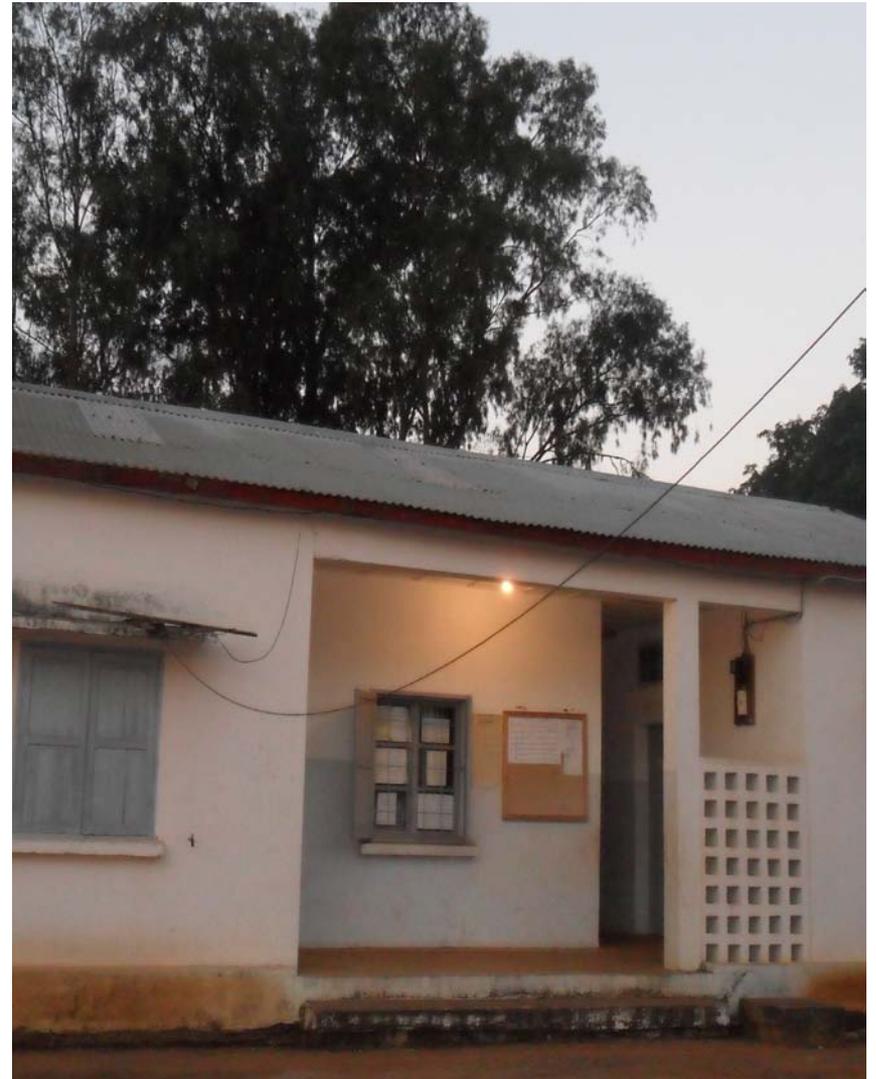
1. La couverture sanitaire: infrastructures, équipements, ressources humaines, médicaments, l'offre et l'utilisation des services préventifs et curatifs: PMA

2. La qualité des soins: accueil, compétences RH, hygiène, disponibilité médicaments et de l'usage, et RH et équipements, sécurité sanguine

# Organisation pyramidale du système de santé



# Appuis aux centres de santé et districts de santé de la région rurale du Tuléar à Madagascar: réforme des systèmes de santé/tarifification des soins



# FSUCOM d'Abobo et Yopougon RCI

Approvisionnement et distribution des médicaments



Affichage extérieur des tarifs

TARIFICATION DES PRESTATIONS	
<b>M A T E R N I T E</b>	
ACCOUCHEMENT : NORMAL	→ = 3 500
AVEC EPISIO	→ = 4 500
A DOMICILE	→ = 5 000
CONSULTATION PRENATALE + CARNET	→ = 6 250 + 500
VACCINATION :	
POLIO + D T C	→ = 2 000
PLANNING FAMILIAL	→ = 2 000
PESEE : ENFANTS SAINS & MALADES	→ = 2 000
	50
<b>D I S P E N S A I R E</b>	
CONSULTATION GENERALE	→ = 1 200
SOINS INFIRMIERS : PERFUSION, POSE	→ = 1 000
PANSEMENT	→ = 400
PETITE CHIRURGIE	→ = 2 500
GYNECOLOGIQUE	→ = 3 000
CONSULTATION DERMATOLOGIE	→ = 3 000
SOINS DENTAIRES	→ = 4 000
CONSULTATION ORL	→ = 2 000
	8 500
ECHOGRAPHIE	→ = 8 500
LABORATOIRE D'ANALYSE	
PHARMACIE	

# FSUCOM de Port Bouët II

## Hospitalisation de jour et de nuit



## Pharmacie stock



# Renforcement des systèmes de santé-Hôpital de Zone de Sakete-Bénin



# Chemin d'arrivée à l'HZ de Sakete-Bénin



# Couverture sanitaire et utilisation des services de santé CSC de Houeyogbe Mono-Couffo- Bénin



# Centre médical de Gohome (privé-ONG extérieure)



# « EU role in Global Health » COM 2010

De la Communication « Health and Poverty » en 2002 à la Communication « EU role in Global Health » en 2010, les priorités de la Commission européenne sont dans l'ensemble les mêmes (santé et économie/pauvreté)

- La lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
- Les OMD de la santé: santé de la reproduction et santé maternelle et infantile
- Le financement de la santé et la protection sociale pays émergents
- La politique d'accès aux médicaments essentiels, non sans difficultés en terme de cohérence avec la DG Trade et les accords de propriété intellectuelle dans le cadre de l'OMC

- Financements en faveur des PPP mondiaux FMSTP et de GAVI
- Financement programmes tous-ACP santé (agences de l'ONU, FNUAP, OMS, UNICEF, ONUSIDA)
- La réalisation de la Déclaration de Paris sur l'harmonisation et l'efficacité de l'aide (2005) et l'Accra Agenda for action (2008),
- et le Code de conduite sur la complémentarité et la division du travail (2007)
- Cohérence des politiques de développement, recherche, migrations, commerce

# Les enjeux d'un monde en plein bouleversement

La dernière décennie a vu se produire de nombreuses évolutions au niveau mondial ayant un impact sur la politique européenne de développement :

- **Apparition des économies émergentes:** certains pays ont *globalement* progressé dans leur développement économique.
- **Graduation de nombreux pays:** 25 ont changé récemment de catégories
- **Croissance continue de la population mondiale :** qui devrait atteindre 9,3 milliards d'habitants en 2050 (l'Afrique étant le continent avec la croissance la plus rapide).
- **Les effets des crises successives :** climat, sécurité alimentaire, crise pétrolière, financière...
- **Récession économique mondiale** mettant sous pression l'ensemble des budgets consacrés à l'APD.
- **Événements récents en Afrique du Nord :** témoignant à la fois d'une demande pour plus de démocratie et pour une croissance bénéficiant à l'ensemble de la population (création d'emplois notamment).
- **Vulnérabilités régionales:** Sahel, Corne de l'Afrique
- **Nouveaux acteurs:** secteur privé, fondations privées, nouveaux donateurs, autorités locales

# Les enjeux pour l'UE

- Le positionnement politique de l'UE au sein de la [gouvernance mondiale](#) et place de l'OMS, de la Banque mondiale et des Etats Unis (fonds publics et privés), [FM](#) et [GAVI](#)
- Y a-t-il un [avantage comparatif](#) pour l'UE à investir dans la santé? Politique et systèmes
- Quelles sont [les modalités de financement à privilégier](#): de l'aide projet à l'aide budgétaire générale en passant par l'aide sectorielle et aide budgétaire sectorielle: résultats, impacts de volumes de financement plus importants, sont-ils alloués au secteur de la santé?
- La [volonté politique](#), [l'intérêt](#) des [Délégations](#), le volume de ressources allouées:
  - financement du secteur de la santé (diminution du 6<sup>ème</sup> au 10<sup>ème</sup> FED)
  - CEC: l'expertise en santé au siège à Bruxelles et le volume de travail attendu (unité à la DG DEVCO) et peu en Délégations de l'UE pays)
- La coordination avec les [Etats membres](#) de l'UE et leur aide bilatérale (dans les pays)
- La « [cohérence](#) » entre les politiques d'accès aux médicaments génériques et les intérêts commerciaux de l'UE, des industries pharmaceutiques, les politiques de recherche, les politiques de migrations
- Les interventions en situation post conflits et la [transition ECHO/DEVCO](#)
- La recherche pour le développement
- Le positionnement [après 2015](#); le [devenir](#), la « [budgétisation](#) » du FED

# **6. COUR EUROPÉENNE DES COMPTES**

## 2 Rapports récents de la Cour européenne des Comptes sur les travaux de la Commission européenne en lien avec nos sujets

- La Cour européenne des comptes à Luxembourg  
[www.eca.europa.eu](http://www.eca.europa.eu)
- Assistance technique (2007): rapport relatif à l'efficacité de l'assistance technique dans le cadre du renforcement de capacités
- Appui au secteur de la santé en Afrique (2009): L'aide au développement fournie par la Commission européenne en appui aux services de santé en Afrique subsaharienne

# Rapport de la Cour européenne des Comptes

- Objectif de l'audit: « *déterminer la mesure dans laquelle la Commission veille à ce que l'assistance technique financée par la Commission contribue au renforcement des capacités institutionnelles dans les pays bénéficiaires* »

## Principales observations:

- Pas d'évaluation des déficiences/ besoins en renforcement et d'identification des priorités/capacités institutionnelles dans les pays (PIN)
- Pas de lignes directrices du rôle de l'AT
- Projets lents démarrage, objectifs ambitieux, délais serrés, retards
- manque d'appropriation locale, durées trop courtes
- Procédures de recrutement par appels d'offre longue, qualité expertise privée/publique, AT pays/région (appels d'offre)
- Pas de système d'enregistrement et de gestion de la performance de l'expertise dans le domaine de l'AT
- qualité de l'expertise jugée satisfaisante

Recommandations selon ces observations: la durée, la personne, l'appropriation sont des éléments de capacités institutionnelles

# Regards du monde sur l'Europe: pour un dialogue solidaire et responsable avec le Sud



Le rôle de l'Europe dans 4 domaines:

- 1. Liberté d'association, liberté d'expression, droits humains: quel rôle pour l'Europe?
- 2. l'Europe est-elle actrice d'une mondialisation juste et régulée?
- 3. Développement durable: quels rôles pour les acteurs publics et privés européens
- Quel rôle pour l'Europe dans la construction d'un monde de paix?

# Vers la création d'un corps de volontaires humanitaires de l'UE

- [http://europa.eu/rapid/press-release IP-12-980 fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-12-980_fr.htm)
- <http://ec.europa.eu/echo/euaidvolunteers>